

**COMMISSION DES RELATIONS
EXTÉRIEURES****COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN**

du

van

MARDI 20 MARS 2007

DINSDAG 20 MAART 2007

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 47 par M. Hendrik Daems, président.

01 Question de Mme Colette Burgeon au ministre de la Coopération au Développement sur "l'éradication de la poliomyélite dans le monde" (n° 14219)

01.01 Colette Burgeon (PS) : Seuls des obstacles opérationnels et financiers peuvent encore empêcher l'éradication de la poliomyélite, une maladie qui n'existe plus à l'état endémique que dans quatre pays du monde. Le vaccin contre la polio est le seul qui soit obligatoire en Belgique.

Quels efforts notre pays est-il prêt à déployer afin d'éliminer définitivement cette maladie sur le plan mondial ?

01.02 Armand De Decker, ministre (*en français*) : Tant à la demande des pays partenaires de la coopération belge que via les ONG, la Belgique a accordé des financements importants dans le domaine de la vaccination contre la poliomyélite, principalement dans la région des Grands Lacs.

La coopération bilatérale belge ne contribue plus spécifiquement à l'éradication de la poliomyélite, car les derniers pays concernés (le Soudan, le Nigeria, l'Inde et le Pakistan) ne figurent plus dans la liste de nos pays partenaires. Mais nous effectuons cette action à travers la coopération bilatérale indirecte ou multilatérale (35 % de mon budget), via principalement l'Unicef, en faveur de qui nous avons majoré notre contribution de 30 %.

La Coopération belge poursuit, avec ses pays partenaires, un soutien à long terme en faveur des programmes de vaccination de routine, seuls garants de la prévention contre une nouvelle recrudescence épidémique qui pourrait résulter en de nouveaux cas importés de l'extérieur.

01.03 Colette Burgeon (PS) : Je vous encourage à persévérer car de nombreuses personnes sont encore atteintes par cette maladie.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Colette Burgeon au ministre de la Coopération au Développement sur "l'actualisation des projets d'aide aux victimes du tsunami de décembre 2004" (n° 14220)

02.01 Colette Burgeon (PS) : Loin des caméras, la Belgique et la communauté internationale poursuivent l'effort de solidarité envers les victimes du tsunami de 2004. La Belgique a engagé 80 millions d'euros dans la reconstruction des zones sinistrées, 50 millions étant dus à la générosité de la population belge et 30 millions étant dégagés par les autorités fédérales.

En quoi consiste l'actualisation pour 2007 de cette aide belge aux victimes ? Un partenariat avec les pays touchés et en particulier avec l'Indonésie est-il prévu au-delà de 2007 ?

02.02 Armand De Decker, ministre (*en français*) : L'élan de solidarité de la population belge avait permis de récolter quelque 54 millions d'euros. Parmi les 30 millions fournis par les autorités belges, 20 millions relèvent du budget de la Coopération au développement — 5 millions pour l'aide alimentaire et 15 millions pour la reconstruction échelonnés sur trois ans, de 2005 à 2007.

À ce jour, un peu plus de 17 millions d'euros ont été engagés sur mon propre budget. Le consortium Tsunami 12-12 a donné nombre de conférences de presse établissant, audit à l'appui, les différents engagements et les programmes mis en œuvre grâce à l'expression de la solidarité des Belges. Cette affaire du tsunami a démontré deux choses : le grand esprit de solidarité de notre pays et la difficulté pour les ONG de consacrer l'entièreté des montants perçus à la réparation d'une catastrophe.

Parfois, la générosité est énorme et les moyens récoltés ne sont pas nécessaires à 100 %. Ces fonds devraient pouvoir être transférés pour d'autres situations catastrophiques, ce qui n'est malheureusement pas le cas.

La coopération belge a engagé 180.000 euros dans un projet de l'UNESCO en Thaïlande, portant sur les capacités « *building* » en matière de prévention contre les catastrophes naturelles. Au Sri Lanka, 300.000 euros ont été apportés au secteur de la pêche et 500.000 euros à la création d'emplois pour les jeunes dans les domaines mécanique et électrique. Un organe visant à restaurer l'industrie de la pêche aux Seychelles a obtenu 200.000 euros. Enfin, 1.000.000 euros ont été apportés au projet PNUD de reconstruction des habitations aux Maldives.

Aucun partenariat n'est envisagé après 2007 avec les pays touchés par le tsunami. Il n'est pas dans mon intention d'intégrer ces pays dans la liste des pays partenaires de la Belgique.

Dans le cadre du tsunami, la part la plus importante de l'aide belge est allée à l'Indonésie, pays le plus affecté par la catastrophe, via le Trust Fund de la Banque mondiale.

02.03 Colette Burgeon (PS) : Ne pourrait-on pas modifier la loi selon laquelle les sommes perçues doivent être affectées au problème pour lequel elles ont été perçues, tout en évitant les excès ?

Trois ans, c'est peu pour régler tous les problèmes. Doit-on considérer qu'il n'y aura plus de besoins après 2007 dans les pays affectés par le tsunami ? N'est-il pas envisageable de poursuivre l'aide ?

02.04 Armand De Decker, ministre (*en français*) : Concernant le tsunami, la Belgique a contribué « à hauteur de sa générosité ». D'autres situations dramatiques ont été rencontrées depuis lors. Il ne faut jamais faire croire que notre action est la seule et qu'elle est indispensable. Je mesure bien votre générosité personnelle. Notre contribution se poursuivra à travers la présence des institutions internationales et multilatérales sur place, mais plus au niveau bilatéral.

Vous devriez poser vos questions au ministre des Finances, qui peut accorder la déductibilité fiscale à certaines conditions. Je ne suis pas compétent pour modifier cette législation.

L'incident est clos.

03 Interpellation et question jointes de

- **M. Dirk Van der Maelen** au ministre de la Coopération au Développement sur "le rapport de la Commission mixte" (n° 14374)

- **Mme Nathalie Muylle** au ministre de la Coopération au Développement sur "la reconstruction du Congo" (n° 1053)

Le **président** : M. Van der Maelen est retenu à la commission des Finances.

03.01 Nathalie Muylle (CD&V) : La clôture des travaux de la commission mixte belgo-congolaise et la signature du programme indicatif de coopération 2008-2010 marquent la reprise officielle de la coopération avec la RDC. Un montant de 195 millions d'euros sera dégagé pour la coopération bilatérale directe.

Je voudrais toutefois plaider la prudence dans ce dossier. Ces dernières années, l'aide informelle a toujours été axée sur la défense de l'intérêt des populations locales. Ce même souci devrait servir de fil conducteur pour l'aide bilatérale officielle. Malgré l'aide massive que le Congo a reçue entre 1960, année de l'indépendance, et 1990, le niveau de vie du citoyen congolais moyen a chuté de 60 % au cours de cette période. Pour l'aide à venir, j'attends donc de la part du gouvernement qu'il mette en place les garanties et les mécanismes de contrôle nécessaires.

Comment la coopération est-elle concrètement envisagée ? Quels projets seront soutenus ? Est-il prévu de financer des accords de coopération structurelle ? Comment se passe la coopération avec d'autres donateurs, comme l'Union européenne, la Banque mondiale et d'autres pays ? Est-il question d'adopter des mécanismes de contrôle communs ?

Il est crucial de donner un nouvel élan à l'économie locale au Congo. Il convient pour cela de créer un climat favorable aux investissements et aux entreprises. Est-il prévu de recourir à la formule du partenariat public-privé ? Notre pays y sera-t-il impliqué en tant que partenaire ?

Le progrès économique suppose évidemment un cadre de vie stable et sûr. Selon un récent rapport de la MONUC, des problèmes subsistent à cet égard au Congo. L'intégration des bandes, des milices et de divers services de police dans la société civile ne se déroulerait pas sans heurts. Le problème des violations des droits de l'homme ne serait certainement pas encore résolu. Où en est la prolongation du mandat de la MONUC ? Quel sera l'apport de notre département de la Défense dans la sécurisation de la société congolaise ?

Quelle est la position du ministre concernant la demande de la Banque mondiale de reconsidérer la situation en ce qui concerne plusieurs concessions minières sur le territoire congolais ?

03.02 Armand De Decker, ministre (*en néerlandais*) : Il est incontestable que les élections organisées l'an passé en République démocratique du Congo sont d'une importance historique. Le bon déroulement global des élections ne fait pas automatiquement de la RDC un État modèle et un paradis des droits de l'homme. La période actuelle est d'une importance cruciale. La démocratie congolaise en est à ses débuts et a dès lors besoin d'un soutien majeur des pays étrangers. Les autorités belges, l'Union européenne et les Nations Unies sont convaincues que la RDC a besoin de notre aide massive dans l'immédiat. L'évolution vers une bonne gouvernance est un processus dans le cadre duquel tout qui apporte son aide depuis l'étranger doit être convaincu de la bonne volonté des dirigeants congolais.

Lors de ma dernière visite, j'ai eu la chance de rencontrer douze ministres du nouveau gouvernement et notamment le premier ministre M. Antoine Gizenga. Celui-ci est l'un des témoins privilégiés qui a encore vécu l'indépendance en 1960 de manière active. Lors de son entretien avec moi, il ne tarissait pas d'éloges pour l'énergie déployée par le colonisateur belge à l'époque.

(*En français*) Il était impressionnant d'entendre dire par le bras droit de Patrice Lumumba, qu'il n'avait aucune animosité à l'encontre du peuple belge, et que la Belgique, en tant que puissance coloniale, avait laissé derrière elle une situation meilleure que dans les pays avoisinants.

Il est ravi que la Belgique intervienne sur trois ans à raison de 195 millions d'euros, une grosse augmentation qui fait de nous le premier bailleur de fonds, mais une goutte d'eau au regard de l'immensité de la RDC. Il nous demande également d'accompagner le processus de reconstruction du Congo, via un partenariat général, impliquant tant le secteur privé que le secteur public, les syndicats que la société civile.

J'en reviens au programme indicatif de coopération, basé sur un document établi par les autorités congolaises, que nous venons de négocier.

(*En néerlandais*) Le gouvernement congolais a élaboré en la matière un programme dont les lignes

directrices sont formulées dans un Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté. Ce document a été rédigé après une concertation participative en 2004 et en 2005. Il constitue pour l'instant un cadre de référence pour toutes les parties concernées.

(En français) Les autorités congolaises ont établi ce plan impliquant une stratégie de croissance économique et de réduction de la pauvreté en menant durant deux ans des consultations avec toutes les forces vives du pays. C'est pourquoi notre conférence mixte a pu démarrer du 5 au 8 mars, à peine une dizaine de jours après les élections. Ils souhaitent que le premier pays avec lequel ils élaboreraient un programme de coopération soit la Belgique. L'appropriation du programme est assurée, puisque nous nous sommes basés, contrairement à d'autres, sur le document congolais.

(En néerlandais) Le programme de gouvernement traite des cinq principaux terrains d'action du chef de l'État, à savoir l'infrastructure, l'emploi, l'enseignement, l'approvisionnement en eau et en électricité et la santé publique.

(En français) Nous avons travaillé, sur la base de leur document de lutte contre la pauvreté, du programme du président et du « *Good Governance Compact* », intégré dans la déclaration gouvernementale. L'ambiance était excellente, en dépit du fait qu'il s'agissait du premier accord de coopération depuis la rupture des relations par le président Mobutu en 1990.

(En néerlandais) Le Programme Indicatif de Coopération est basé sur les Objectifs du Millénaire pour le développement, que les deux pays ont promis de soutenir pleinement, sur le plan de la lutte contre la pauvreté que nous venons d'évoquer et sur le programme 2007-2011 du nouveau gouvernement congolais. Ce programme se fonde sur les cinq terrains d'action prioritaires du chef de l'État ainsi que sur les priorités de la Belgique en matière de coopération au développement telles que décrites dans la note de politique générale du 23 novembre 2006.

(En français) J'ai répondu favorablement à la demande européenne de voir la Belgique coordonner l'aide au développement dans les domaines de la santé, de l'enseignement, des infrastructures de base, du renforcement des capacités de l'État, le statut de la femme et la protection de l'environnement.

(En néerlandais) Le mois dernier, j'ai organisé à Bruxelles une conférence importante concernant les forêts du Congo.

(En français) J'ai tenu à organiser rapidement après la formation du gouvernement un colloque la protection de la forêt congolaise, un des deux poumons de la planète, et sur sa gestion durable : l'abattre rapidement permettrait en effet de gagner beaucoup d'argent à court terme, mais ce serait au détriment des générations futures et des conditions climatiques. Le fait que le gouvernement de transition ait annulé pour 12 millions d'hectares de concessions forestières sur 25, processus toujours en cours, prouve qu'il y a une grande volonté de responsabilisation de sa part.

Antoine Gizenga a vécu en exil jusqu'à la mort de Mobutu et a ensuite repris sa vie politique : il n'a qu'un seul objectif, établir la bonne gouvernance en RDC. On peut espérer de la paire qu'il forme avec le président qu'elle permettra à la Troisième République du Congo de se reconstruire progressivement. Ce sera un effort de quinze ou vingt ans, mais qui ira, je l'espère, dans la bonne direction.

Notre volonté est de les accompagner avec L'Union européenne, les institutions de Bretton Woods et l'ONU. J'espère que nous continuerons, comme l'attend le Congo, d'assumer la responsabilité particulière que la Belgique a vis-à-vis de ce pays.

03.03 Nathalie Muylle (CD&V) : Le ministre a énuméré cinq terrains d'opération majeurs mais pourrait-il nous en dire davantage sur les initiatives concrètes dans le cadre de chacun d'eux et sur l'usage qui sera fait des millions attribués ?

Je déposerai une motion de recommandation parce qu'à mon estime, il manque deux éléments dans la réponse du ministre. Dans quelle mesure des mécanismes de contrôle ont-ils été inclus dans l'accord ? Par

ailleurs, la situation dans le domaine de la sécurité nous préoccupe également. Le ministre a-t-il abordé la question des droits de l'homme ? En sait-il plus long sur l'avenir de la MONUC ?

03.04 Armand De Decker, ministre (*en néerlandais*) : Entre 2008 et 2010, nous octroierons 195 millions d'euros. Sur ces 195 millions, 44 iront aux soins de santé, 35 à l'enseignement, 38 aux infrastructures de base, 6,5 à l'agriculture, aux forêts et au développement rural, 40 à la bonne gouvernance et au soutien des autorités fédérales, provinciales et locales, et 12 aux interventions multisectorielles. Nous avons par ailleurs constitué une réserve de 19,5 millions d'euros car nous n'avons pas encore voulu attribuer tous les moyens, ce qui nous permet d'attendre comment évolueront les choses.

(*En français*) Le contrôle n'est pas un vrai problème puisqu'il n'y a pas d'appui budgétaire à la RDC : nous mettons tout en œuvre nous-mêmes à travers la CTB. Le Vlaams Belang trouve amusant de faire croire à l'opinion publique qu'on donne de l'argent à des corrompus ! La CTB est contrôlée en audit interne et en audit externe, et les subsides sont vérifiés par la Cour des comptes.

La sécurité est effectivement le problème principal du gouvernement congolais. Le président Kabila était lui-même surpris lors des événements du Bas-Congo et de Matadi, les gens du Bas-Congo étant connus pour leur pondération. Un curieux mouvement semblait plaider pour l'organisation d'un royaume du Bas-Congo au mépris des frontières actuelles.

On peut s'interroger sur l'origine des moyens d'action de ces milices.

Les autorités congolaises ont réagi de manière excessive aux attaques particulièrement violentes de cette secte. Ces autorités souhaitent dès lors se doter de forces policières et militaires bien formées, aptes à réagir proportionnellement aux attaques.

Le pouvoir congolais a exprimé sa volonté de respecter les droits de l'homme.

A l'occasion de la Journée de la femme, j'ai entendu d'excellents discours. J'éprouve une admiration sans borne pour la femme africaine : si la vie est encore possible dans des sociétés détruites comme au Congo, c'est grâce au courage des femmes.

Mme Kabila, notamment, a encouragé les femmes à prendre leur place dans la vie politique.

Au niveau international et au Congo, on souhaite que la MONUC reste, au moins tant que le problème des milices n'est pas réglé à l'est. On parle d'une demande de deux années supplémentaires. Il s'agit de budgets énormes.

La semaine dernière, les ministres des Affaires étrangères du Congo, du Rwanda, du Burundi, de l'Ouganda et de la Tanzanie se sont réunis pour parler du sort des milices qui règnent dans les deux Kivu et dans l'Ituri. Il faut toutefois rester vigilant dans cet immense pays qui a si peu d'expérience de vie démocratique.

Motions

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Une motion de recommandation a été déposée par Mme Nathalie Muylle et est libellée comme suit :

« La Chambre,

ayant entendu l'interpellation de Mme Nathalie Muylle

et la réponse du ministre de la Coopération au Développement,
recommande au gouvernement

- de prévoir suffisamment de transparence et de mécanismes de contrôle pour assurer une gestion correcte des budgets prévus ;
- de veiller sans relâche au respect des droits de l'homme ;

- d'optimiser la coordination avec les donateurs internationaux. »

Une motion pure et simple a été déposée par Mme Colette Burgeon.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

La discussion des questions et de l'interpellation se termine à 15 h 42.

De vergadering wordt geopend om 14.47 uur en voorgezeten door de heer Hendrik Daems.

01 Vraag van mevrouw Colette Burgeon aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking over "de wereldwijde uitroeiing van poliomyelitis" (nr. 14219)

01.01 Colette Burgeon (PS): Enkel obstakels van operationele of financiële aard kunnen de uitroeiing van poliomyelitis, een ziekte die nog in slechts vier landen in de wereld endemisch is, nog in de weg staan. Het polio vaccin is het enige dat in België verplicht is.

Welke inspanningen is ons land bereid te leveren teneinde die ziekte wereldwijd definitief uit te roeien?

01.02 Minister Armand De Decker (Frans): Zowel op verzoek van de partnerlanden van de Belgische samenwerking als via de NGO's heeft België aanzienlijke financieringen toegekend op het vlak van de inenting tegen kinderverlamming, voornamelijk in de streek van de Grote Meren.

De Belgische bilaterale samenwerking draagt niet langer specifiek bij tot de uitroeiing van kinderverlamming want de laatste landen die getroffen worden (Sudan, Nigeria, India en Pakistan) staan niet meer op de lijst van onze partnerlanden. Wij voeren deze actie echter via de indirecte bilaterale of multilaterale samenwerking (35 procent van mijn begroting), via voornamelijk Unicef, waarvoor wij onze bijdrage met 30 procent hebben verhoogd.

De Belgische samenwerking blijft met haar partnerlanden een ondersteuning op lange termijn bieden aan routine-inentingprogramma's. Enkel deze programma's kunnen een nieuwe toename van epidemieën voorkomen die zou kunnen leiden tot nieuwe van buiten ingevoerde gevallen.

01.03 Colette Burgeon (PS): Ik moedig u aan om vol te houden want er zijn nog veel mensen die aan deze ziekte lijden.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Colette Burgeon aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking over "de actualisering van de projecten voor hulp aan de slachtoffers van de tsunami van december 2004" (nr. 14220)

02.01 Colette Burgeon (PS): Ver van de camera's zetten België en de internationale gemeenschap de solidariteitsactie voor de slachtoffers van de tsunami van 2004 voort. België heeft 80 miljoen euro vastgelegd voor de wederopbouw in de getroffen gebieden: 50 miljoen daarvan komt van giften van de Belgische bevolking, de resterende 30 miljoen van de federale overheid.

In welk opzicht wordt die Belgische hulp voor de slachtoffers voor 2007 geüpdatet? Zal er ook na 2007 nog sprake zijn van een partnership met de getroffen landen, en meer bepaald met Indonesië?

02.02 Minister Armand De Decker (Frans): De golf van solidariteit die na de ramp op gang kwam bij de Belgische bevolking, heeft zo'n 54 miljoen in het laatje gebracht. 20 van de 30 miljoen euro die de Belgische overheid aan steun verleent, staan ingeschreven op de begroting van Ontwikkelingssamenwerking - 5 miljoen voor voedselhulp en 15 miljoen voor de wederopbouw, gespreid over drie jaar (van 2005 tot 2007).

Momenteel werd een bedrag van ruim 17 miljoen euro vastgelegd op mijn eigen begroting. Het consortium Tsunami 12-12 heeft tal van persconferenties gehouden waarop men, steunend op de auditresultaten, de verbintenissen en hulpprogramma's die dankzij de solidariteit van de Belgen konden worden waargemaakt,

kond deed. Dit hele tsunamidossier heeft twee dingen duidelijk gemaakt: solidariteit is zeker geen hol begrip voor ons land, en het is voor de ngo's niet gemakkelijk om de gestorte bedragen volledig te besteden aan het herstel na een ramp.

Soms is de vrijgevigheid zo groot dat de ingezamelde middelen niet allemaal nodig zijn. Het zou mogelijk moeten zijn die fondsen over te dragen ten voordele van andere rampen, wat vandaag helaas niet het geval is.

De Belgische ontwikkelingssamenwerking heeft 180.000 euro vastgelegd voor een Unesco-project in Thailand met betrekking tot de *building capacities* ter preventie van natuurrampen. In Sri Lanka ging 300.000 euro naar de sector van de visvangst en 500.000 euro naar nieuwe jobs voor jongeren in de domeinen mechanica en elektriciteit. Een instelling die de visvangstindustrie op de Seychellen wil herstellen, kreeg 200.000 euro. Een bedrag van 1.000.000 euro, ten slotte, ging naar een project van het UNDP betreffende de heropbouw van woningen op de Maldiven.

Er is na 2007 geen enkel partnerschap met de door de tsunami getroffen landen gepland. Het ligt niet in mijn bedoeling die landen op te nemen op de lijst van partnerlanden van België.

In het kader van de tsunami is het leeuwendeel van de Belgische hulp naar Indonesië gegaan, dat het zwaarst door de ramp werd getroffen, via het Trust Fund van de Wereldbank.

02.03 Colette Burgeon (PS): Is het niet mogelijk de wet die bepaalt dat de ingezamelde sommen moeten worden besteed aan het probleem waarvoor ze werden bijeengebracht, te wijzigen, zonder in excessen te vervallen?

Drie jaar is erg weinig om alle problemen op te lossen. Betekent dit dat er na 2007 geen noden meer zullen zijn in de door de tsunami getroffen landen? Is het niet mogelijk de hulp voort te zetten?

02.04 Minister Armand De Decker (Frans): Naar aanleiding van de tsunami heeft België in overeenstemming met zijn gulheid bijgedragen. Ondertussen hebben zich andere rampen voorgedaan. Men mag nooit doen geloven dat onze actie de enige is en dat ze onontbeerlijk is. Uw persoonlijke gulheid is me duidelijk. Onze steun wordt voortgezet middels de aanwezigheid van internationale en multilaterale organisaties ter plaatse, maar niet langer op bilateraal niveau.

Wellicht stelt u uw vragen beter aan de minister van Financiën, die onder bepaalde voorwaarden belastingaftrek kan toestaan. Ik ben niet bevoegd om die wetgeving te wijzigen.

Het incident is gesloten.

03 Samengevoegde interpellatie en vraag van

- de heer Dirk Van der Maelen aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking over "het verslag van de Gemengde Commissie" (nr. 14374)

- mevrouw Nathalie Muylle tot de minister van Ontwikkelingssamenwerking over "de heropbouw van Congo" (nr. 1053)

De **voorzitter**: De heer Dirk Van der Maelen wordt opgehouden in de commissie Financiën.

03.01 Nathalie Muylle (CD&V): Met het afsluiten van de werkzaamheden van de gemengde commissie Congo-België en het ondertekenen van het indicatieve samenwerkingsprogramma 2008-2010 wordt de officiële ontwikkelingssamenwerking van ons land aan de Democratische Republiek Congo hervat. Er wordt voor de rechtstreekse bilaterale samenwerking een bedrag van 195 miljoen euro uitgetrokken.

Ik pleit toch voor omzichtigheid. De informele hulp van de laatste jaren heeft altijd het belang van de lokale bevolking voor ogen gehad. Dit zou ook voor de officiële bilaterale hulp de leidraad moeten zijn. Niettegenstaande de massale hulp die Congo na de onafhankelijkheid in 1960 tot 1990 heeft gekregen is de levensstandaard van de modale Congolees er in die periode met 60 procent op achteruit gegaan. Ik verwacht van de regering dan ook dat voor de komende steun wel de nodige garanties en controlemechanismen aanwezig zijn.

Hoe wordt de samenwerking concreet opgevat? Welke projecten zullen worden gesteund? Worden er structurele samenwerkingsverbanden gefinancierd? Hoe verloopt de coördinatie met andere donoren, zoals de Europese Unie, de Wereldbank en andere landen? Is er sprake van gemeenschappelijke controlemechanismen?

Het is van cruciaal belang de lokale economie in Congo nieuw leven in te blazen. Er moet een gunstig investerings- en ondernemingsklimaat gecreëerd worden. Wordt er hierbij gebruik gemaakt van de formule van de publiek-private samenwerking? Zal ons land hierbij betrokken worden?

Economische vooruitgang veronderstelt natuurlijk een stabiele en veilige leefomgeving. Volgens een recent MONUC-rapport schort er op dit vlak nog altijd een en ander in Congo. De integratie van de bendes, milities en allerlei politiediensten in de civiele maatschappij zou niet zonder slag of stoot verlopen. Schendingen van de mensenrechten zouden zeker nog niet uit de wereld zijn geholpen. Hoe ver staat het met de verlenging van het MONUC-mandaat? Wat zal de inbreng zijn van ons departement Defensie bij het veiliger maken van de Congolese maatschappij?

Wat is de visie van de minister op de vraag van de Wereldbank tot herziening van een aantal mijnconcessies op het Congolese grondgebied?

03.02 Minister **Armand De Decker** (*Nederlands*): De verkiezingen die vorig jaar in de Democratische Republiek Congo werden georganiseerd, hebben onweerlegbaar een historisch belang. Dat de verkiezingen al bij al vlot zijn verlopen, maakt van de DRC natuurlijk nog niet in een handomdraai een modelstaat en een paradijs van de mensenrechten. De huidige periode is van cruciaal belang. De Congolese democratie is nog heel pril en heeft dan ook heel veel steun nodig van de buitenwereld. Zowel de Belgische overheid als de Europese Unie als de Verenigde Naties zijn ervan overtuigd dat de DRC onze steun massaal en meteen nodig heeft. De evolutie naar *good governance* is een proces waarbij iedereen die vanuit het buitenland een handje toesteeckt, overtuigd moet zijn van de goede wil van de Congolese leiders.

Tijdens mijn recente bezoek had ik de kans met twaalf ministers van de nieuwe regering te praten, onder hen de premier Antoine Gizenga. Hij is een van de bevoorrechte getuigen die de onafhankelijkheid in 1960 nog actief heeft meegemaakt. In zijn gesprek met mij had hij veel lof voor de inzet van de Belgische kolonisator eertijds. Hij vond dat geen enkel ander land in Afrika op zo'n hoog niveau stond op het moment dat het onafhankelijk werd.

(*Frans*) We waren onder de indruk van de uitspraak van de rechterhand van Patrice Lumumba dat hij geen enkele wrok tegen het Belgische volk koesterde en dat België als kolonisator een betere erfenis had achtergelaten dan de andere koloniale machten in de buurlanden.

Hij was bijzonder opgetogen dat België over een periode van drie jaar met 195 miljoen euro over de brug komt, wat een sterke toename betekent en ons tot de eerste geldschietster maakt. Maar in vergelijking met de uitgestrektheid van de DRC blijft het een druppel op een hete plaat. Hij vraagt ons tevens om de heropbouw van Congo te begeleiden via een algemeen partnerschap waarbij zowel de privé- als de overheidssector, de vakbonden als de civiele samenleving betrokken worden.

Ik kom nu tot het indicatief samenwerkingsprogramma dat gebaseerd is op een document opgesteld door de Congolese overheid en dat zopas na onderhandelingen is tot stand gekomen.

(*Nederlands*) De Congolese regering heeft ter zake een programma opgesteld waarvan de krachtlijnen uitgeschreven staan in een *Poverty Reduction and Growth Strategy Paper*. Deze paper werd opgesteld na participatief overleg in 2004 en 2005 en vormt momenteel een referentiekader voor alle betrokken partijen.

(*Frans*) Na twee jaar overleg met alle stuwende krachten in het land heeft de Congolese overheid een plan ontwikkeld dat ertoe strekt de economische groei te bevorderen en de armoede te bestrijden. Daarom is onze gemengde conferentie van start kunnen gaan van 5 tot 8 maart, amper een tiental dagen na de verkiezingen. De Congolese overheid wou dat België het eerste land was waarmee ze een

samenwerkingsprogramma zouden uitwerken. Het staat dus vast dat het programma aan de omstandigheden is aangepast vermits we ons in tegenstelling tot anderen op het Congolese document hebben gebaseerd.

(Nederlands) Het regeerprogramma belicht de vijf belangrijkste werkterreinen van het Staatshoofd, met name infrastructuur, werkgelegenheid, onderwijs, water- en elektriciteitsvoorziening en volksgezondheid.

(Frans) Onze werkzaamheden waren gebaseerd op hun document over de armoedebestrijding, het programma van de president en de “*Good Governance Compact*” die in de regeringsverklaring is opgenomen. De sfeer was uitstekend, ondanks het feit dat het het eerste samenwerkingsakkoord was sinds president Mobutu in 1990 de betrekkingen heeft verbroken.

(Nederlands) Het Indicatieve Samenwerkingsprogramma is gebaseerd op de millenniumontwikkelingsdoelstellingen, waaraan beide landen hun volle steun hebben toegezegd, op het zonet vermelde armoedebestrijdingsplan en op het programma 2007-2011 van de nieuwe Congolese regering. Dit programma is gebaseerd op de vijf prioritaire werkterreinen van het staatshoofd en op de prioriteiten van de Belgische ontwikkelingssamenwerking, zoals beschreven in de beleidsnota van 23 november 2006.

(Frans) Ik heb gevolg gegeven aan het Europese verzoek dat België de ontwikkelingssteun op het stuk van de volksgezondheid, het onderwijs, de basisinfrastructuur, de versterking van de overheidsbevoegdheden, het statuut van de vrouw en de milieubescherming zou coördineren.

(Nederlands) Vorige maand heb ik in Brussel een belangrijke conferentie over de bossen van Congo georganiseerd.

(Frans) Ik stond erop om kort na de regeringsvorming een colloquium te organiseren over de bescherming en het duurzaam beheer van het Congolese regenwoud - een van de twee longen van onze planeet. Door het in ijltempo te rooien zou men inderdaad op korte tijd grote winsten kunnen maken, maar dat zou ten koste van de toekomstige generaties en het klimaat gaan. Het feit dat de overgangsregering de concessies voor de houtkap van 25 op 12 miljoen hectare gebracht heeft – een proces dat nog steeds verder gaat – bewijst dat het haar menens is om alle actoren op hun verantwoordelijkheid te wijzen.

Antoine Gizenga leefde in ballingschap tot aan het overlijden van Mobutu en knoopte nadien weer aan met de politiek: hij heeft maar één doel, zorgen dat de DRC behoorlijk wordt bestuurd. Het valt te hopen dat het duo dat hij samen met de president vormt een geleidelijke wederopbouw van de Derde Republiek Congo mogelijk zal maken. Die inspanning zal vijftien of twintig jaar moeten worden aangehouden, maar ik hoop dat ze in de goede richting gaat.

Wij willen hen begeleiden met de Europese Unie, de Bretton Woods-instellingen en de UNO. Ik hoop dat ons land, zoals Congo verwacht, de bijzondere verantwoordelijkheid die het ten aanzien van Congo heeft, op zich zal blijven nemen.

03.03 Nathalie Muylle (CD&V): De minister heeft vijf belangrijke werkterreinen opgenoemd, maar is het ook mogelijk om meer informatie te krijgen over concrete initiatieven binnen elk werkterrein en over de manier waarop de toegewezen miljoenen zullen worden aangewend?

Ik zal een motie van aanbeveling indienen, omdat ik twee dingen mis in het antwoord van de minister. In welke mate zijn controlemechanismen opgenomen in het akkoord? Ook de veiligheidssituatie baart ons zorgen. Is er gesproken over de mensenrechten? Is er duidelijkheid over de toekomst van MONUC?

03.04 Minister Armand De Decker *(Nederlands)*: Tussen 2008 en 2010 zullen we 195 miljoen euro besteden. Daarvan gaat 44 miljoen euro naar gezondheidszorg, 35 miljoen euro naar onderwijs, 38 miljoen euro naar basisinfrastructuur, 6,5 miljoen euro naar landbouw, bossen en rurale ontwikkeling, 40 miljoen euro naar *good governance* en steun aan federale, provinciale en lokale autoriteiten en 12 miljoen euro naar multisectorale interventies. Er is ook een reserve van 19,5 miljoen euro, want we hebben nog niet alle middelen willen toewijzen, zodat we kunnen afwachten hoe een en ander evolueert.

(Frans) De controle doet niet echt problemen rijzen daar de DRC geen begrotingssteun krijgt: we doen zelf al het mogelijke via de BTC. Het Vlaams Belang vindt het amusant om de publieke opinie te doen geloven dat we geld geven aan corrupte lieden! De BTC wordt gecontroleerd middels interne en externe audits en de subsidies worden door het Rekenhof nagekeken.

De crux voor de Congolese regering is de veiligheid. President Kabila was zelf verrast door de gebeurtenissen in Beneden-Congo en Matadi, vermits de bevolking in Beneden-Congo bekendstaat om haar gematigdheid. Een of andere obscure beweging pleit blijkbaar voor de onafhankelijkheid van een koninkrijk van Beneden-Congo waarbij met de huidige grenzen geen rekening meer zou worden gehouden.

Men kan zich afvragen waar die milities hun strijdmiddelen vandaan halen.

De Congolese autoriteiten hebben overdreven gereageerd op de bijzonder gewelddadige aanvallen door die sekte. Zij willen bijgevolg over een goed opgeleide politie- en legermacht beschikken die alle verhoudingen in acht genomen op die aanvallen kan reageren.

De Congolese overheid heeft te kennen gegeven dat zij de mensenrechten wil eerbiedigen.

Ter gelegenheid van Vrouwendag heb ik uitstekende toespraken gehoord. Ik heb een grenzeloze bewondering voor Afrikaanse vrouwen: als er in een verwoeste maatschappij zoals in Congo nog een leven mogelijk is, dan is dat dankzij de moed van de vrouwen.

Met name mevrouw Kabila heeft de vrouwen aangemoedigd om hun plaats in het politieke leven in te nemen.

Op internationaal niveau en ook in Congo zelf wenst men dat de MONUC ter plaatse blijft, tenminste zolang er geen oplossing is gevonden voor de milities in Oost-Congo. Men zou vragen om hun verblijf met twee jaar te verlengen, wat enorme uitgaven meebrengt.

Vorige week zijn de ministers van Buitenlandse Zaken van Congo, Rwanda, Burundi, Uganda en Tanzania samengekomen om het lot van de milities die in de beide Kivu's en Ituri huishouden, te bespreken. Men moet hoe dan ook waakzaam blijven in dat immense land dat nog over zo weinig democratische ervaring beschikt.

Moties

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Nathalie Muylle en luidt als volgt:

"De Kamer,

gehoord de interpellatie van mevrouw Nathalie Muylle

en het antwoord van de minister van Ontwikkelingssamenwerking,

beveelt de regering aan

- voldoende transparantie en controlemechanismen te voorzien voor het goed beheer van de voorziene budgetten;
- de aandacht voor de naleving van de mensenrechten niet te laten verslappen;
- de coördinatie met de internationale donoren te optimaliseren."

Een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Colette Burgeon.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

De behandeling van de vragen en interpellatie eindigt om 15.42 uur.